

COVID-19

redaction@sonapresse.com

Vaccin anti-Covid-19 : les accords entre États et laboratoires se multiplient

CM (scc: AFP)
Libreville/Gabon

APRÈS un accord signé mercredi dernier entre le laboratoire français Sanofi et le Royaume-Uni sur 60 millions de doses, le laboratoire britannique GlaxoSmith-Kline (GSK) et Sanofi ont annoncé hier un accord de plus de 2 milliards de dollars avec les États-Unis contre la fourniture initiale de 100 millions de doses aux Américains.

Le vaccin développé conjointement par ces deux laboratoires a été sélectionné pour le programme américain "Opération Warp Speed" visant à assurer aux Américains l'accès à un vaccin anti-Covid le plus rapidement possible, via nombre d'accords

signés avec des laboratoires. Et des opérations similaires se multiplient à travers le monde. Les deux géants de l'industrie pharmaceutique mondiale devraient également signer un accord avec l'Union européenne sous peu, portant sur 300 millions de doses. Cette compétition est sujette à polémique, car elle pose la question de l'accès des pays en voie de développement au vaccin, qui n'ont, eux, pas les moyens de financer des contrats si importants, nourrissant les craintes de les voir servis en dernier. Mi-juillet, le Conseil des droits de l'Homme de l'Onu a d'ailleurs adopté une résolution soulignant que tout vaccin contre la pandémie de Covid-19 doit être considéré comme un bien public mondial.



La course au vaccin pose la problématique de l'accès du produit aux pays en voie de développement.

Les États-Unis et le Brésil continuent de payer le plus lourd tribut



Frédéric Serge LONG (synthèse)
Libreville/Gabon

LES États-Unis d'Amérique ont enregistré, jeudi dernier, près de 1 400 morts supplémentaires en une journée. Soit environ un décès toutes les minutes, et plus de 72 000 nouveaux cas. Au Brésil, près de 60 000 nouvelles contaminations en une journée ont également été enregistrées. C'est dire que la propagation de la pandémie de coronavirus ne marque pas de ralentissement en cette fin de mois de juillet. Bien au contraire, les chiffres sont, malheureusement, toujours aussi spectaculaires. Car, en plus des cas du Brésil et des États-Unis d'Amérique, le Mexique (49 000) devance désormais le Royaume-Uni (46 000) et l'Inde (36 000) dans ce décompte macabre.

L'économie mondiale, quant à elle, enregistre un plongeon historique, avec le PIB de l'eurozone en recul de 12,1 % au 2e trimestre, notamment la France avec une chute de 13,8 %, et l'Espagne de 18,5 %, mais aussi les États-Unis sur un effondrement de 32,9 %. Face à une pandémie que rien ne semble pouvoir enrayer et un bilan humain toujours plus lourd, le Comité d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est réuni une nouvelle fois hier. Exactement six mois après avoir décrété l'urgence mondiale, en réitérant par la même occasion que les restrictions, voire les confinements restent toujours d'actualité dans de nombreux pays, et en recommandant que la priorité soit donnée aux voyages essentiels d'urgence.

Quelles caractéristiques spécifiques du coronavirus en Afrique subsaharienne ?

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

LES membres du Comité national d'éthique et de la recherche (CNER) se sont réunis le 28 juillet passé à Libreville. Objectif : passer en revue les protocoles de recherche soumis à leur examen, et donner un avis. Deux projets leur ont été soumis à cette occasion. L'un d'entre eux portait sur une étude observationnelle de 30 cas confirmés de coronavirus. Présenté par Pr Marielle Bouyou Akotet, enseignante à l'Université des sciences de la santé (USS), ce projet de recherche vise à améliorer les connaissances sur les caractéristiques épidémiologiques et géoclimatiques du SARS-CoV-2, responsable de la maladie à coronavirus 2019.

En clair, il s'agira pour l'USS, en collaboration avec le Centre de recherche médicale de Lambaréné (Cermel) et deux autres centres de recherche au Sénégal et en Éthiopie, d'étudier les traits spécifiques de la maladie en Afrique subsaharienne, où



Les membres du Comité national d'éthique réunis autour des protocoles de recherche soumis à leur attention.

très peu de données permettent d'apporter des informations pertinentes à l'échelle mondiale, locale et africaine. "C'est pour cela qu'avec les 30 cas confirmés dans chaque pays, nous étudierons les contacts, notamment les personnes qui vivent ou sont au quotidien en contact étroit avec ces cas confirmés, parce qu'on a remarqué que les clusters (regroupements de cas confirmés) sont les plus importants au niveau des familles", a-t-elle

indiqué.

Le rôle des membres du CNER, selon son président Dr Pierre Blaise Matsiegui, consiste naturellement à écouter les arguments des protocoles de recherche, poser des questions, faire des remarques en cas d'insuffisance ou non, et se réunir pour donner un avis. "Notre avis est purement consultatif, parce que c'est à l'État que revient la décision de donner l'autorisation de recherche", a-t-il expliqué.